

DÉPARTEMENT  
DES  
BOUCHES-DU-RHONE

MAIRIE  
DE  
BOUC BEL AIR

Code Postal 13 320

N°24.01.11

Présents	25
Pouvoirs	8

**OBJET :**  
**PRESENTATION DU**  
**RAPPORT**  
**D'ORIENTATION**  
**BUDGETAIRE - 2024**

L'an deux mille vingt-quatre le 5 février

Le Conseil Municipal, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Richard MALLIÉ, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Date de convocation du Conseil Municipal : 30 janvier

**MEMBRES PRESENTS** : Richard MALLIÉ, Corinne LE MEUT, Yann PERTUISEL, Christine SICCARDI, Thomas BERGÈRE, Sophie SURACE, Stéphan PIERRACCINI, Maëva GAUTELIER, Joseph CASSARO, Roger MOSSÉ, Dominique BIECHE, Pierre MARROC, François DENIAU, Evelyne LOUIS, Marie-Christine RODRIGUEZ, Catherine FOULON, Marie-Pierre VITIELLO, Patricia COTTI, Jean-François CAIRE, Julien ESTERINI, Philippe CANOBIO, Geneviève MARTIN, Saïd ACHACHE, Michèle DECHAUD, Julien BOULARD.

**POUVOIRS** : Mathieu PIETRI à Richard MALLIÉ, Véronique GARNIER à Corinne LE MEUT, Catherine BIENFAIT à Yann PERTUISEL, Florian PARIS à Sophie SURACE, Camille GAIDO à Christine SICCARDI, Hortense MALLIÉ à Thomas BERGÈRE, René ALBERICCI à Philippe CANOBIO, Hervé CAYLA à Saïd ACHACHE.

Maëva GAUTELIER a été élue secrétaire.

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit l'organisation et la tenue d'un débat d'orientation budgétaire. Pour que ce débat ait lieu conformément à l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, l'article précisé par décret n°2016-841 du 24 juin 2016, la ville doit produire un rapport d'orientation budgétaire permettant aux membres du conseil d'appréhender la situation financière de la commune.

L'article D2312-3 a précisé le contenu et les modalités de publication et de transmission de ce rapport.

« Le Budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette (Article L5217-10-4 du CGCT). Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 du CGCT. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Envoyé en préfecture le 12/02/2024

Reçu en préfecture le 12/02/2024

Publié le

ID : 013-211300157-20240205-24\_01\_11-DE

S<sup>2</sup>LO

EXTRAIT DU  
REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le ROB doit préciser également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Ces dispositions ont été complétées comme suit par le II de l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022. Désormais le rapport qui donne lieu à débat d'orientation budgétaire présente 2 objectifs :

- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnements
- Un objectif d'évolution du besoin de financement annuel. Celui-ci est calculé comme « les emprunts minorés des remboursements de dette ».

Ce rapport permet donc de discuter et de débattre ; des priorités qui seront affichées dans le budget primitif et informe les élus de l'évolution de la situation financière de la commune.

Le budget 2024 s'inscrira donc dans l'optique déjà poursuivie d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de limiter la pression fiscale, tout en maintenant le niveau des prestations à la population.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 107 de la loi notre,

Vu l'avis favorable de la commission Finances du 25 janvier 2024,

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

Par 30 voix pour, 0 abstention, 3 voix contre,

**A la Majorité,**

**PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire et de l'existence du rapport sur la base duquel il se tient.

Fait et délibéré en séance à Bouc Bel Air, les mois et an susdits  
Pour copie conforme.

Certifiée exécutoire par le Maire,  
Compte-tenu de la réception en  
Sous-Préfecture le : .....  
et de la publication le : .....



Richard MALLIÉ,  
Maire.